

Pétrole et gaz

l'est de la ligne de démarcation qu'est la vallée de l'Ou-taouais. Mais la déclaration du ministre laisse entendre qu'il y aura une nouvelle hausse de 3c. à la fin de novembre et d'autres chaque mois par après. D'après la déclaration, le consommateur ontarien qui a une voiture n'a pas de hausse à craindre d'ici la fin de janvier. Mais le propriétaire de maison en Ontario, surtout dans l'est de la province, va porter tout le fardeau de la hausse des prix cet hiver.

Les consommateurs des Prairies ne risquent rien jusqu'à la fin de janvier où ils vont également subir des augmentations massives lorsque la hausse des coûts et des pertes accumulés déferlera sur eux sous forme de prix gonflés.

L'autre point que j'aimerais souligner et qui est mon point principal est que la déclaration de ce soir, plus que toute autre prononcée au Parlement ces dernières années, ajoute des tensions de plus à la Confédération. Savez-vous que, demain, les habitants des provinces de l'Atlantique, durement touchés depuis la Confédération, devront encaisser un autre coup dur? Savez-vous qu'au Québec, tous ceux qui ont voté libéral se poseront des questions? Croyez-vous qu'en Ontario, province la plus riche du Canada, les gens sont fiers de voir les conducteurs d'automobiles subventionnés par les provinces productrices et les propriétaires de maisons accablés au maximum?

Dans les Prairies, nous ne subissons aucune augmentation avant la fin janvier, mais je prédis que ces pertes accumulées, ce mécontentement et cette tension entraîneront une augmentation des prix qu'on ne pourra plus freiner. Ce sera bien pire que si on avait procédé comme il se doit. Je veux parler du droit à l'importation de \$1.90.

M. Douglas: A l'exportation.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): A l'exportation. Quiconque se trouvait dans l'Ouest lorsqu'on a annoncé la mise en vigueur du droit à l'exportation de 40c. et aime vraiment son pays aurait vu les tensions que cette annonce a provoquées dans la Confédération. Que sera-ce demain lorsque les gens se rendront compte que les prévisions dont ils ont entendu parler à la radio, à la télévision et dans les journaux depuis deux jours se réalisent et que les bonnes relations entre l'Alberta et le ministre fédéral sont maintenant détruites et qu'en décembre le droit à l'exportation passera à \$1.90?

Et la Colombie-Britannique? Voyez le châtiment expéditif qu'on lui fait subir—des hausses dans tous les domaines et aucune tentative pour lui assurer des approvisionnements. Je pense donc que cette déclaration signifie simplement au fond que la chose est remise à plus tard et que nous aurons des hausses de prix demain.

● (2020)

Je veux maintenant revenir à la taxe de \$1.90 à l'exportation. Je n'ai pu m'empêcher de remarquer, tandis que le ministre lisait sa déclaration ce soir, les applaudissements et des députés néo-démocrates et des libéraux. Je demande à tout le monde au Canada: où va aller ce \$1.90? De notre côté, nous avons affirmé clairement que cette taxe de \$1.90 de même que toute taxe à l'exportation qui constitue une imposition sur les ressources d'une seule province comme la Saskatchewan ou l'Alberta, devrait revenir à la province productrice.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Cette déclaration n'établit pas clairement à qui elle reviendra.

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

Les Maritimes la toucheront-elles? Le Québec l'obtiendra-t-il? La Colombie-Britannique l'encaissera-t-elle? Il y a bien des années, on entendait à la radio ce slogan publicitaire: «Je me demande où est passé le jaune». Maintenant, ce sera: «Je me demande où est passé le \$1.90». J'aimerais m'adresser personnellement au ministre et lui dire ce qu'il aurait dû faire. D'abord, il est évident que le seul moyen de faire fonctionner notre système d'approvisionnement en combustibles est de faire en sorte que les neuf provinces, les deux territoires et le gouvernement fédéral...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Il y a dix provinces.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): ... les dix provinces, les deux territoires et le gouvernement fédéral se partagent la gestion des ressources. Pour y arriver dans notre système fédéral, il faut qu'il y ait consultation entre les divers gouvernements en vue d'élaborer ensemble des plans pour régler les problèmes.

Nous n'avons pas confiance dans le gouvernement actuel. Il y a quelques semaines à peine, il a annoncé l'abolition graduelle du Conseil national des ministres des ressources. Cet organisme permettait aux 11 gouvernements égaux et aux Territoires de résoudre ensemble leurs problèmes à l'égard de la gestion conjointe de leurs ressources. René Lévesque qui a défrayé la chronique ces deux derniers mois et qui était ministre libéral de la Couronne au Québec quand ce Conseil a été créé a dit publiquement, en homme sincère qu'il est, que le fédéralisme ne fonctionnera que s'il existe une forme de consultation où tous traitent en égaux et agissent dans le meilleur intérêt de ceux qu'ils représentent. Si des consultations avaient eu lieu, nous aurions pu discuter avec les provinces de plans concrets pour amortir le choc de la révolution énergétique mondiale pour le consommateur canadien.

Je précise ce que j'entends par consultation. Pour nous, cela veut dire établir de concert avec les provinces des plans concrets en vue de l'exploitation quantitative et qualitative optimale de nos ressources. Dans la conjoncture actuelle, cela veut dire coordonner nos programmes avec ceux des provinces productrices de pétrole et de gaz afin de prémunir les consommateurs contre la crise énergétique mondiale. Cela veut dire accorder la priorité à toute politique positive visant à élargir nos industries existantes et à en créer de nouvelles en nous fondant sur l'utilité comparative du pétrole, du gaz, de l'uranium, du charbon et de l'énergie hydro-électrique. Les provinces disposant de ressources énergétiques ont attendu longtemps l'avènement de l'industrialisation chez elles. C'était pour elles l'occasion tant rêvée.

Et voici la deuxième chose que nous aurions pu faire: consulter les provinces et examiner sérieusement tous les moyens de conservation à employer pour épargner le carburant à l'époque actuelle de gaspillage.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Il ne s'agit pas seulement d'éteindre la lumière dans l'immeuble Pearson. Nous aurions pu conférer et nous entendre sur les moyens de transport à employer pour transporter le carburant des régions d'excédent aux régions déficitaires. Nous aurions pu examiner la question de l'entreposage, les problèmes d'ordre humanitaire concernant les gens pour qui le carburant est si important durant l'hiver. Mais en ce qui concerne surtout le jeu des équivalences entre les provin-